

30 SEPTEMBRE 2015

CS/12064

# Unanimes pour renforcer la lutte contre la menace terroriste en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, les États Membres sont cependant divisés sur la manière de régler le conflit syrien

7527e séance – matin & après-midi

- **CONSEIL DE SÉCURITÉ**

- **COUVERTURE DES RÉUNIONS**

À l'instar du Secrétaire général de l'ONU, plus de 70 délégations, dont la plupart au niveau ministériel, ont souligné la nécessité de renforcer la lutte contre le terrorisme en s'attaquant, notamment, aux causes profondes de l'extrémisme violent, au cours d'un débat sur le règlement des conflits au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et la lutte contre la menace terroriste dans la région\*, que présidait le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, M. Sergey Lavrov. Ils ont cependant affiché leurs divergences sur la manière dont les conflits qui déchirent plusieurs pays de ces deux régions, en particulier la Syrie, doivent être réglés.

« Les situations en Iraq, en Libye, en Syrie et au Yémen sont une préoccupation commune et leur résolution relève de notre responsabilité partagée », a affirmé le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, à l'ouverture du débat. Face à « l'émergence de Daech et des autres groupes extrémistes » et à « la spirale négative » que connaît la région, M. Ban a demandé une application concrète de la Stratégie globale antiterroriste, tout en respectant les droits de l'homme. « Nous devons prévenir l'extrémisme violent tout en prenant soin de ne pas prendre des mesures qui ne feraient qu'alimenter le ressentiment et l'aliénation sur lesquels l'extrémisme violent prospère », a-t-il affirmé.

Le Secrétaire général a également indiqué qu'il allait présenter aux États Membres un Plan d'action global qui « recommandera les moyens par lesquels les États Membres peuvent remédier aux causes de l'extrémisme violent aux niveaux global, régional, national et local ». « Ce Plan exposera la manière dont le système des Nations Unies appuiera les États

Membres par le biais d'une approche ' toute onusienne ' basée sur la paix et la sécurité, le développement durable, les droits de l'homme et l'action humanitaire », a-t-il expliqué.

Cette approche a été appuyée par la grande majorité des États qui se sont exprimés aujourd'hui. Rejetant l'idée que les différents conflits qui sévissent au Moyen-Orient opposeraient sunnites et chiites, le Vice-Premier Ministre de la Jordanie, M. Nasser Judeh, a ainsi affirmé que le premier front de la guerre contre le terrorisme se livrait sur le « plan intellectuel ».

Le Secrétaire d'État des États-Unis a prôné une approche globale en matière antiterroriste « visant notamment à lutter contre l'afflux de combattants terroristes étrangers et à battre en brèche les mensonges des groupes terroristes », tandis que son homologue du Tchad a défendu une coopération internationale antiterroriste plus robuste par le biais, notamment, d'un échange accru de renseignements.

Dans le droit fil de l'allocution du Secrétaire général qui a réaffirmé que les crimes graves commis en Syrie ne resteront pas impunis, le Ministre des affaires étrangères de l'Espagne, M. Jose Manuel Garcia Margallo, a présenté la proposition, faite conjointement avec la Roumanie, de créer une « cour pénale internationale de lutte contre le terrorisme », qui n'interviendrait qu'en complément des juridictions nationales, lorsqu'un pays ne serait pas en mesure de poursuivre et de condamner des terroristes. Il a également appuyé la désignation d'un Représentant spécial du Secrétaire général pour la lutte contre l'extrémisme violent. Les pays ont, en revanche, exprimé des divergences sur les moyens de régler le conflit en Syrie, qui s'avère, de l'aveu du Chef de l'ONU, « le conflit le plus difficile à résoudre », un péril ne faisant qu'en entraîner un autre: « l'utilisation d'armes chimiques, l'ascension de Daech et d'autres groupes extrémistes, la pire crise de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale et le déplacement de 8 millions de personnes à l'intérieur du pays ».

« Les forces de Daech ne pourront pas être vaincues si Al-Assad reste au pouvoir », a affirmé le Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, qui a jugé impossible que le Président syrien puisse mener un processus de réconciliation en Syrie. Il a fait observer que M. Al-Assad n'avait pas cherché à contrecarrer les visées de Daech mais s'était, au contraire, concentré sur l'opposition syrienne. « Nous rejetons ceux qui pensent que le poison d'Al-Assad est le remède au mal qu'il a causé », a renchéri le Secrétaire d'État aux affaires étrangères du Royaume-Uni. Ce dernier a également fait observer que l'intervention russe de ces dernières semaines avait redonné un « second souffle » au régime de Bachar Al-Assad, avant de rappeler que les premières frappes aériennes russes avaient débuté ce matin. « Dans ce contexte, il est important que la Fédération de Russie puisse confirmer que son action militaire est bien dirigée contre Daech et les groupes extrémistes sur le terrain », a-t-il dit.

« Les forces armées irakiennes et syriennes, les brigades de l'armée patriotique syrienne, et toutes les parties qui s'opposent aux actions de Daech doivent être soutenues dans ce combat », a affirmé le Ministre russe des affaires étrangères, qui a estimé que la menace la plus évidente était celle posée par Daech. Il a assuré que la Russie était prête à « ouvrir des canaux de communication permanents » avec les forces de la coalition dans le cadre de leurs propres frappes.

« Ceux qui veulent combattre le terrorisme sur le territoire syrien doivent coopérer avec le Gouvernement syrien dont l'armée mène seule la bataille », a affirmé le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et des expatriés de la Syrie, M. Walid Al-Moualem, qui a applaudi l'initiative du Président russe d'appeler à une coalition internationale et régionale au sein de laquelle la Syrie serait une partie « essentielle ».

Afin de relancer le processus prévu par le Communiqué de Genève qui, selon le Secrétaire général, doit être à la base d'une transition crédible en Syrie, le Ministre des affaires étrangères de la France a, de son côté, proposé la mise en place d'une large négociation sous le contrôle d'un groupe de contact dont le noyau pourrait être le P5 élargi à quelques partenaires régionaux clefs.

« Face à la barbarie sans limite de Daech », M. Laurent Fabius a également regretté que le Conseil de sécurité ait été malheureusement, le plus souvent, le « conseil de l'impuissance ». Un constat partagé par le Ministre des affaires étrangères de la Nouvelle-Zélande, M. Murray McCully, qui a déploré que le Conseil de sécurité n'ait pas adopté, aujourd'hui, de résolution, « pas même de déclaration présidentielle ».

[\\*S/2015/678](#)

## ***MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES***

### **Règlement des conflits au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et lutte contre la menace terroriste dans la région**

**Lettre datée du 1er septembre 2015, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**  
[\(S/2015/678\)](#)

#### **Déclarations**

M. BAN KI-MOON, Secrétaire général de l'ONU, a affirmé que les conflits en Iraq, au Yémen et en Syrie se caractérisaient par les mêmes atrocités. « Le conflit syrien, a-t-il dit, s'avère être le

conflit le plus difficile à résoudre. » Il a relevé qu'un péril en entraînait un autre: « l'utilisation d'armes chimiques, l'ascension de Daech et d'autres groupes extrémistes, la pire crise de réfugiés depuis la Deuxième Guerre mondiale et le déplacement de 8 millions de personnes à l'intérieur du pays ».

Le Secrétaire général a souligné qu'il était nécessaire de protéger les civils des violations massives du droit international humanitaire et réaffirmé l'obligation vis-à-vis du peuple syrien que les crimes graves commis ne restent pas impunis. « J'appelle le Conseil à appuyer fermement les efforts de mon Envoyé spécial en vue de promouvoir une transition complète et crédible basée sur le Communiqué de Genève », a-t-il dit. « Les situations en Iraq, en Libye, en Syrie et au Yémen sont une préoccupation commune et leur résolution relève de notre responsabilité partagée. »

Appelant de ses vœux une application concrète de la Stratégie globale anti-terroriste, le Secrétaire général insiste sur le respect des droits de l'homme et sur la nécessité d'éviter toute conséquence inattendue. « Ce n'est pas suffisant de lutter contre le terrorisme, nous devons aussi prévenir l'extrémisme violent tout en s'abstenant de prendre des mesures qui ne feraient qu'alimenter le ressentiment et l'aliénation sur lesquels l'extrémisme violent prospère », a-t-il affirmé.

M. Ban a affirmé qu'il allait présenter aux États Membres pendant la présente session de l'Assemblée générale un Plan d'action global esquissant les voies qui permettront de travailler ensemble à cette fin. « Ce Plan d'action recommandera les moyens par lesquels les États Membres peuvent remédier aux causes de l'extrémisme violent aux niveaux mondial, régional, national et local », a-t-il dit. Ce Plan, a ajouté M. Ban, exposera la manière dont le système des Nations Unies appuiera les États Membres par le biais d'une approche « toute onusienne » basée sur la paix et la sécurité, le développement durable, les droits de l'homme et l'action humanitaire. L'examen en cours des opérations de maintien et de consolidation de la paix souligne également la nécessité de remédier aux causes profondes, a-t-il affirmé.

Nous devons travailler ensemble pour arrêter cette spirale négative au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en utilisant à cette fin tous les moyens de l'ONU, a conclu le Secrétaire général.

M. SERGEY LAVROV, Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, a rappelé qu'il y a tout juste un an, le Conseil de sécurité s'était réuni au niveau ministériel pour examiner le problème que pose la présence des combattants terroristes étrangers dans les pays en conflits et, en particulier la Syrie. Il a regretté qu'entretemps, « à tout point de vue », la situation se soit encore dégradée au Moyen-Orient, au point que l'on peut dire que « la carte dessinée par les anciennes puissances coloniales est en train de se désagréger ». En Iraq, en Libye ou encore en Syrie, on a cherché à évincer des régimes jugés indésirables par certains sans

réfléchir à des stratégies de long terme, a affirmé le Chef de la diplomatie russe, en rappelant que les « printemps arabes » ont rapidement laissé place à l'« horreur » et à une menace terroriste d'une ampleur sans précédent, avec pour visages ceux du Front al-Nosra, de l'État islamique en Iraq et au Levant (EIL) et, en Afrique, d'Al-Qaida, des Chabab et de Boko Haram. La déferlante de réfugiés dans la région et en Europe résulte directement de ces tentatives de déstabilisation, a observé M. Lavrov. « Il n'est pas possible de faire face à une telle crise de réfugiés sans réfléchir aux causes profondes du terrorisme », a-t-il tranché.

La leçon principale à retenir aujourd'hui, c'est qu'il faut déployer des efforts collectifs et concertés avec l'assentiment du Conseil de sécurité. Il nous semble que la menace la plus évidente est celle que pose l'État islamique. Les Forces armées iraqiennes et syriennes, les brigades armées des forces patriotiques syriennes, et toutes les parties qui s'opposent aux actions de l'État islamique doivent être soutenues dans ce combat. Il faut aussi intensifier le dialogue inter-syrien sur la base du Communiqué de Genève de juin 2012 et le soutien aux bons offices de l'Envoyé spécial de l'ONU, M. Staffan de Mistura et, d'une manière plus générale, accompagner de manière inclusive le processus politique dans le pays. Dans ce contexte, un rôle constructif revient à l'Union européenne et à la Chine « pour aider les Syriens à empêcher l'émergence d'un califat ».

Le Ministre a ensuite annoncé qu'il ferait circuler auprès des membres du Conseil un projet qui se fonde sur plusieurs décisions antérieures du Conseil. « Nous comptons sur une discussion constructive autour de ce texte au cours du mois prochain », a-t-il souhaité. Le 30 septembre, à la suite d'un appel de la Syrie, le Kremlin a autorisé des frappes aériennes contre l'État islamique, a précisé M. Lavrov, en assurant que la Russie était prête à « ouvrir des canaux de communication permanents » avec les forces de la coalition dans le cadre de leurs propres frappes. Par ailleurs, a-t-il souligné, il est désormais indispensable d'inscrire l'État islamique sur les listes établies par les comités de sanctions du Conseil de sécurité. Il a fait remarquer que les retards pris en ce domaine étaient « contreproductifs ». Le Ministre a proposé l'élaboration d'une base de données qui reprenne toutes les informations relatives aux mercenaires qui prennent part à ces conflits. Pour ce qui est de la prévention du terrorisme, il est important que les initiatives prises se fondent sur le droit international, a-t-il dit avant de conclure.

M. WANG YI, Ministre des affaires étrangères de la Chine, a qualifié de « grave » la situation au Moyen-Orient. « Nous sommes réunis aujourd'hui non pas pour prononcer des paroles vides de sens mais pour réfléchir aux causes profondes des turbulences que connaît la région et mettre en place un cadre de paix acceptable par toutes les parties », a-t-il rappelé.

Seuls le dialogue et la promotion de l'amitié entre les peuples permettront, a-t-il dit, de résoudre les difficultés au Moyen-Orient. Les religions devraient apprendre les unes des autres, a-t-il

estimé, avant de prôner une politique de la tolérance. Il a également souhaité que l'ordre régional soit façonné par les pays de la région sur la base de la Charte des Nations Unies.

La communauté internationale ne doit pas rester les bras croisés devant la crise en Syrie mais ne doit pas non plus intervenir de manière arbitraire, a souligné le Ministre. Il a appelé les parties syriennes à trouver un terrain d'entente afin de s'accorder sur une solution qui convienne à la Syrie. « Toutes les parties impliquées doivent être consultées », a-t-il suggéré. Le Ministre chinois des affaires étrangères a émis l'espoir que toutes les parties se rallieront aux efforts de l'ONU en Syrie en vue d'une sortie de crise. Il a également appelé de ses vœux une reprise des pourparlers directs entre Palestiniens et Israéliens.

En conclusion, le Ministre des affaires étrangères de la Chine a affirmé que la coopération mondiale antiterroriste devrait avoir notamment pour objectifs de prévenir l'extrémisme violent et de renforcer les échanges d'information tout en octroyant au Conseil de sécurité un rôle de premier plan.

M. NASSER JUDEH, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Jordanie, a déclaré qu'en raison de sa situation géographique, son pays était directement touché par l'instabilité au Moyen-Orient et ses conséquences. Amplifiées dans le contexte des printemps arabes, les causes profondes des conflits dans la région résident, a-t-il estimé, dans la privation des droits des populations civiles. Il s'est également appesanti sur le rôle joué, historiquement, par l'occupation illégale de Jérusalem-Est et de ses lieux saints, « dont le Roi de Jordanie est le gardien », a-t-il rappelé. À l'origine de l'instabilité régionale, se trouve le sort réservé au peuple palestinien, que seule la création de deux États coexistant en paix et en sécurité dans des frontières légitimes pourrait changer, a estimé M. Judeh.

Pour son gouvernement, défaire les terroristes en Syrie, en Iraq et en Libye ne sera possible qu'en donnant vie à un processus politique inclusif auquel doivent prendre part toutes les parties concernées. La Jordanie, a-t-il dit, rejette complètement l'idée que les différents conflits qui sévissent au Moyen-Orient seraient de nature sectaire, opposant sunnites et chiites. « Pour nous, il ne s'agit pas d'une confrontation d'ordre religieux, ce qui rend la recherche d'une solution politique plus nécessaire que jamais. » Dans son allocution à l'Assemblée générale, a noté M. Judeh, le Roi de Jordanie a aussi souligné que le premier front de cette guerre se livrait sur le « plan intellectuel ». Le Vice-Premier Ministre a par ailleurs attiré l'attention sur le fait que Jordanie accueille, à l'heure actuelle, près d'un million de réfugiés, en dépit de capacités limitées et de l'absence d'une aide de la communauté internationale. « Nous devons tout mettre en œuvre pour faire appliquer les résolutions pertinentes du Conseil concernant la menace du terrorisme », a-t-il insisté en conclusion.

M. LAURENT FABIUS, Ministre des affaires étrangères de la France, a constaté que « Daech » demeurerait une menace majeure, le groupe terroriste ayant, en Syrie, « prospéré avec la complicité de fait du régime de Bachar Al-Assad ». Ajoutant que les flux des combattants étrangers n'avaient cessé de croître, M. Fabius a estimé que la solution militaire ne pouvait constituer, seule, une réponse suffisante. Le Ministre français des affaires étrangères a ensuite donné la position de la France sur la proposition russe de former, en Syrie, une grande coalition contre Daech.

Après avoir rappelé que la France « frappait » Daech en Iraq depuis plus d'un an, et en Syrie depuis quelques mois –des avions français sont intervenus contre un camp d'entraînement « où se préparaient des attentats contre notre pays »- M. Fabius a posé trois conditions à ceux qui voudraient se joindre à l'action en cours.

« Ceux que nous devons battre ce sont les terroristes de Daech et les autres groupes radicaux qui veulent imposer leurs lois barbares, et évidemment par les forces de l'opposition modérée qui défendent leur vision, qui est aussi la nôtre, d'une Syrie unie, démocratique, respectueuse de toutes les communautés, face à cette forme de terreur que constitue la répression sanglante de Bachar Al-Assad », a-t-il ainsi souligné.

Pour M. Fabius, il faut en outre qu'il soit mis fin aux violences qui alimentent l'extrémisme et le flot dramatique des réfugiés, 80% des 250 000 victimes du drame syrien et 80% des millions de réfugiés l'ayant été du fait des bombardements indiscriminés de Bachar Al-Assad. « Le Conseil de sécurité doit, une fois pour toute, interdire l'usage en Syrie des bombardements aux barils d'explosifs et à la chlorine », a-t-il exhorté. M. Fabius a par ailleurs insisté sur le fait que la lutte contre Daech passait par une transition politique « qui puisse redonner espoir au peuple syrien ».

« Ce que nous devons rechercher figure noir sur blanc dans le Communiqué de Genève de juin 2013: un gouvernement doté des pleins pouvoirs exécutifs rassemblant à la fois des éléments du régime et des éléments de l'opposition refusant le terrorisme », a poursuivi le Ministre français des affaires étrangères. Afin de relancer le processus prévu par le Communiqué de Genève, il a proposé la mise en place d'une large négociation sous le contrôle d'un groupe de contact dont le noyau pourrait être le P5 élargi à quelques partenaires régionaux clefs.

S'agissant de la protection des civils, M. Fabius a jugé nécessaire d'étudier toutes les propositions concrètes de création de zones de sécurité et de zones interdites au survol. Abordant de nouveau la lutte contre Daech, il a mis en garde contre les fausses solutions qui ne feraient que prolonger le drame et aggraver la situation. « Une coalition dont les bases mêmes interdiraient tout rassemblement des Syriens contre les terroristes, alimenterait en réalité la propagande de Daech et renforcerait son pouvoir d'attraction », a-t-il averti. « Ce serait une

faute morale et politique, que le peuple syrien, le Moyen-Orient, l'Europe et le monde paieraient pour des décennies », a encore estimé M. Fabius.

M. MOUSSA FAKI MAHAMAT, Ministre des affaires étrangères et de l'intégration africaine du Tchad, a souligné les facteurs économiques et sociaux de la situation explosive que connaît le Moyen-Orient. Cette situation, a-t-il affirmé, a été aggravée par les ingérences extérieures. Il a rappelé qu'en Libye, l'Union africaine était sur le point de trouver une solution négociée mais n'avait pas été écoutée. Le chaos qui s'en est suivi a des répercussions en Afrique mais aussi en Europe avec la crise des réfugiés, a estimé le Ministre. Le transfert d'armes à des groupes non étatiques, a-t-il ajouté, est un autre facteur aggravant.

M. Mahamat a ensuite indiqué que le conflit israélo-palestinien était un facteur majeur d'instabilité dans la région, avant d'appeler le Conseil à exercer des pressions sur les parties afin de faire de la solution à deux États une réalité.

En Syrie, seule une solution politique remédiant aux causes profondes du conflit permettra de ramener la paix, a-t-il dit, en appelant de ses vœux une mise en œuvre du Communiqué de Genève. En Libye, le Ministre des affaires étrangères du Tchad a plaidé pour une politique de réconciliation nationale afin d'éviter un effondrement du pays.

Soulignant que la menace terroriste ne cessait de croître, M. Mahamat a enfin défendu une coopération antiterroriste plus robuste par le biais, notamment, d'un échange d'informations et qui assurerait un rôle de premier plan au Conseil de sécurité mais aussi aux acteurs régionaux, tels que la Ligue des États arabes.

Après avoir affirmé qu'il n'était pas permis de négocier avec des terroristes, M. JOSÉ MANUEL GARCIA-MARGALLO, Ministre des affaires étrangères de l'Espagne, a assuré qu'il faudrait renforcer la coopération internationale, en donnant à la société civile la place qui lui revient. Il s'est pour sa part attardé sur l'enracinement de l'État islamique en Libye, que la guerre que s'y livrent deux factions a facilité, comme en Syrie. Il a expliqué que l'Espagne s'était activement impliquée dans la lutte contre ce phénomène, notamment en organisant des réunions avec l'opposition syrienne à Cordoue et à Barcelone. Au cours de la plus récente d'entre elles, pas moins de 28 pays de l'Union européenne et au-delà avaient participé, avec pour résultat des projets de renforcement institutionnel en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne.

Hier, a rappelé le Chef de la diplomatie espagnole, notre délégation a présenté, conjointement avec la Roumanie, un projet de création de « cour pénale internationale de lutte contre le terrorisme », qui n'interviendrait qu'en complément des juridictions nationales, lorsqu'un pays ne serait pas en mesure de poursuivre et de condamner des terroristes. Il a saisi l'occasion pour rappeler également l'attachement de l'Espagne à la désignation d'un Représentant spécial du

Secrétaire général pour la lutte contre l'extrémisme violent, qui serait chargé de coordonner les nombreuses initiatives prises à ce sens. M. Margallo a en outre annoncé que le Club de Madrid se réunirait en octobre en présence de nombreux chefs d'État pour analyser le phénomène du terrorisme. Avant de conclure, il a annoncé que, sous la présidence de l'Espagne, le Conseil de sécurité tiendra une réunion en application de la formule « Arria » sur les victimes de terrorisme.

M. LINAS LINKEVICIUS, Ministre des affaires étrangères de la Lituanie, a déclaré que c'est la guerre menée par le Gouvernement syrien contre sa population qui est la cause de la prolifération de la violence extrémiste et du terrorisme dans ce pays. Il a précisé que les Syriens constituent 70% des réfugiés qui traversent la mer Méditerranée. Il a estimé que cette situation demeurerait le résultat de l'échec du Conseil de sécurité. Il a dit que ceux qui ont eu recours au veto au Conseil de sécurité portent la responsabilité des morts et des destructions en Syrie. Dans ce contexte, il a salué l'initiative de la France relative à la restriction de l'usage du veto. Il a exhorté le Gouvernement syrien à cesser de bombarder son peuple et à mettre en œuvre le Communiqué de Genève de 2012. Il a regretté que certains critiquent la réponse de l'Europe face à la crise des réfugiés. L'Europe, a-t-il assuré, fait beaucoup pour répondre à la crise syrienne de manière globale. Il a espéré que le Conseil de sécurité appuiera le programme européen sur la migration adopté début 2015.

Par ailleurs, le Ministre des affaires étrangères lituanien a appelé à ne pas oublier que l'agression russe contre l'Ukraine et l'annexion de la Crimée avaient causé des déplacements massifs et laissé 5 millions de personnes dépendre de l'aide humanitaire. Il a indiqué que la récente décision de militants soutenus par la Russie d'expulser les institutions onusiennes et humanitaires de l'est de l'Ukraine ne fera qu'aggraver la situation humanitaire. S'agissant de l'État islamique, il a souligné qu'il était nécessaire d'adapter nos réponses pour lutter contre cette nouvelle forme de terrorisme. Pour en finir avec la menace du terrorisme, il faudrait éliminer ses sources de financement et d'approvisionnement. Cela exige aussi, a-t-il dit, que l'on s'attaque aux causes du terrorisme telles que les injustices et les abus qui rendent les populations fragiles et vulnérables.

Mme DELCY RODRIGUEZ, Ministre des affaires étrangères du Venezuela, a déploré que la question palestinienne ne soit pas encore réglée. Ce conflit politique, a-t-elle affirmé, découle de l'occupation illégale israélienne. Elle a défendu la solution des deux États, laquelle, a-t-elle dit, débouche véritablement sur l'existence de deux États égaux.

Les groupes terroristes ne sont pas nés de manière spontanée, a-t-elle ensuite fait remarquer. « Qui les finance? Qui leur apporte un soutien logistique? » s'est-elle interrogée, en estimant que le Conseil devrait réfléchir à ces questions. Mme Rodriguez a vivement critiqué les interventions impérialistes qui ont été menées dans la région. « Quels sont les résultats en Iraq et en Libye si ce n'est la destruction d'États souverains? » a-t-elle voulu savoir, avant de

demander si la communauté internationale voulait la même chose en Syrie. Mme Rodriguez a souhaité une redéfinition de la géopolitique mondiale visant à promouvoir la tolérance et l'entente entre les peuples. « Nous ne pourrons pas vaincre le terrorisme par une violence supérieure », a-t-elle soutenu. C'est pourquoi, il est nécessaire de respecter les principes de souveraineté et d'intégrité territoriale des États. « Qui finance les groupes terroristes? » a-t-elle répété avant de conclure.

La Ministre a enfin demandé la fin de l'hypocrisie et du deux poids deux mesures si la communauté internationale veut véritablement éliminer la menace terroriste. « Nous devons nous attaquer aux causes du terrorisme et non pas aux conséquences », a-t-elle dit, avant de critiquer vivement les pays dotés de puissantes armées qui soutiennent des occupations étrangères.

M. MURRAY MCCULLY, Ministre des affaires étrangères de la Nouvelle-Zélande, a déploré que le Conseil de sécurité n'adopte pas, aujourd'hui, de résolution, « pas même de déclaration présidentielle ». « Nous n'allons pas faire cesser les combats », a-t-il ajouté. Pour M. McCully, cela symbolise « malheureusement » les dysfonctionnements et le manque de confiance qui auront caractérisé l'attitude du Conseil de sécurité vis-à-vis de la crise syrienne et d'autres conflits faisant rage dans la région. Il a exhorté les membres du Conseil à travailler ensemble à la résolution du conflit syrien, cela en privilégiant une approche pragmatique en vue d'imposer collectivement un processus de transition aux acteurs. Le Ministre néo-zélandais des affaires étrangères a également souligné que les principes de la justice et du droit international devront s'imposer à tous les auteurs d'atrocités de masse. Enfin, M. McCully a considéré que tant que le Conseil de sécurité sera incapable de parvenir à des compromis, de faire preuve de leadership et de faire l'objet d'une réforme approfondie, « nous continuerons de vivre dans un monde déstabilisé par les rivalités au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ».

M. GEORGES REBELO PINTO CHIKOTI, Ministre des affaires étrangères de l'Angola, a attribué la montée de l'extrémisme au Moyen-Orient à l'ingérence étrangère et à l'appropriation d'armes par des acteurs non étatiques. Pour sa délégation, l'extrémisme ne peut être combattu efficacement qu'en se lançant dans un « combat d'idées » contre l'intolérance et en adoptant des « politiques de dialogue et d'inclusion ». Le « printemps arabe », dans un premier temps accueilli comme une période de changement et de démocratie, a eu pour corollaire la montée en puissance du terrorisme et l'émergence d'instabilités nouvelles, a estimé M. Chikoti.

Ainsi, le chaos qui a prévalu en Libye a eu des conséquences humanitaires très graves puisque la porosité de ses frontières a facilité l'arrivée de migrants toujours plus nombreux, fuyant les dangers auxquels ils sont exposés dans leurs pays d'origine. Il est évident que le terrorisme ne peut être vaincu qu'en s'attaquant aux idéologies extrémistes, à l'absence d'éducation et à l'analphabétisme, a assuré le Ministre. Offrant son aide pour trouver des solutions constructives,

le Chef de la diplomatie angolaise a souhaité que le Conseil de sécurité, divisé sur les moyens de rétablir la paix au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, montre l'exemple et réaffirme l'importance d'un règlement pacifique des conflits, comme le prévoit la Charte des Nations Unies.

M. DATO' SRI ANIFAH AMAN, Ministre des affaires étrangères de la Malaisie, a estimé que l'intégrisme le plus perniciosus devrait être combattu par les armes mais aussi pour reconquérir « les esprits, les cœurs et les volontés ». Il a ensuite indiqué qu'au plan national, la Malaisie avait intensifié ses efforts pour empêcher des cellules terroristes d'opérer sur son sol, en axant les efforts sur la lutte contre le recrutement et le financement. M. Aman a par ailleurs attiré l'attention sur la nécessité d'intégrer aux législations nationales un volet consacré à la déradicalisation, le terrorisme ne pouvait, a-t-il dit, être vaincu uniquement par la force ou des mesures punitives. À cet égard, il a expliqué que son pays encourageait le dialogue multiconfessionnel et la diffusion d'information claire et précise sur les divers enseignements religieux. Le Ministre malaisien des affaires étrangères a également estimé que la lutte contre le terrorisme exigeait un réexamen objectif de la situation au Moyen-Orient, une région minée par les injustices et les violations flagrantes des droits de l'homme. De ce point vue, a-t-il précisé, une solution juste et durable à la situation des Palestiniens doit être trouvée sans délai car, a-t-il prévenu, « l'occupation prolongée de la Palestine nourrit aussi le discours des extrémistes et contribue à la radicalisation ».

M. JOHN KERRY, Secrétaire d'État des États-Unis, a indiqué que le débat aujourd'hui n'avait pas trait aux objectifs poursuivis. Nous sommes tous contre les groupes terroristes mais comment agir? a-t-il demandé aux autres délégations.

Il faudrait, a suggéré M. Kerry, adopter une approche globale en matière antiterroriste visant notamment à lutter contre l'afflux de combattants terroristes étrangers et à battre en brèche les mensonges des groupes terroristes. Il faut faire plus car, a-t-il dit, les combattants étrangers sont encore trop nombreux à se rendre en Syrie et en Iraq. Il a rappelé que si les jeunes de la région ne trouvent pas d'emploi, ils deviennent des proies pour les groupes extrémistes. M. Kerry a également invité la communauté internationale à intensifier ses efforts pour mieux répondre à la crise humanitaire dans ces pays.

Le Secrétaire d'État américain a ensuite affirmé que les États-Unis appuyaient tout effort légitime visant à lutter contre Daech. Si la Russie a pris des mesures pour vaincre cette organisation, alors nous sommes prêts à reconnaître ces efforts à condition que nous ne fassions pas d'erreur sur la nature de la lutte, a-t-il prévenu. Cet appui ne signifie nullement un appui au régime d'Al-Assad, a précisé M. Kerry. Il a ensuite exprimé la volonté de son pays d'avoir des entretiens avec la Russie sur les actions décidées par leurs deux pays pour combattre Daech en

Syrie. « Soyons clairs, les États-Unis et la coalition internationale continueront leurs frappes en Syrie », a-t-il dit, avant de passer en revue les succès engrangés par la coalition en Iraq.

M. Kerry a affirmé que les actions de la coalition suivaient des procédures bien établies et étaient fondées sur les dispositions de la Charte des Nations Unies. En Syrie, la coalition a lancé 3 000 frappes aériennes contre Daech et va poursuivre ses opérations ciblées contre cette organisation afin qu'elle ne dispose pas de sanctuaires, a-t-il affirmé.

Jugeant que la situation en Syrie ne pourra pas être réglée par des moyens militaires, M. Kerry a insisté sur l'importance de parvenir à une solution politique. Les forces de Daech ne pourront pas être vaincues si Al-Assad reste au pouvoir, a-t-il affirmé, avant de retracer la genèse du conflit syrien. Les jeunes Syriens qui ont manifesté pour un avenir meilleur ont été battus et tués par les forces d'Assad, a-t-il rappelé. Le Président syrien, a-t-il assuré, ne sera jamais accepté par le peuple syrien. M. Kerry a jugé impossible que Bachar Al-Assad reste un dirigeant légitime et puisse mener un processus de réconciliation en Syrie. « Al-Assad ne peut pas gouverner », a-t-il poursuivi, avant d'indiquer que les États-Unis étaient prêts à coopérer avec la Russie et l'Iran. « Mais il faut reconnaître que l'on ne peut pas revenir à la situation qui existait avant le conflit. »

M. Kerry a affirmé que Bachar Al-Assad n'avait pas choisi de vaincre Daech. Il n'a pas cherché à contrecarrer les visées de Daech mais s'est, au contraire, concentré sur l'opposition syrienne, a-t-il fait observer. Le Secrétaire d'État américain a soutenu que le règlement de la situation en Syrie ne pouvait pas découler d'une solution militaire à laquelle participerait Bashar Al-Assad mais d'une transition négociée, conforme au Communiqué de Genève. « Ensemble, nous pouvons porter un coup fatal aux terroristes », a lancé M. Kerry en concluant son intervention.

M. PHILIP HAMMOND, Secrétaire d'État aux affaires étrangères du Royaume-Uni, a rappelé que son pays faisait partie de la coalition regroupant 60 pays qui mène actuellement des frappes aériennes contre l'État islamique en Iraq et au Levant (EIL). Des succès ont déjà été obtenus, en particulier en Iraq, où l'expansion de ce groupe terroriste a été contenue, a-t-il fait valoir. Par ailleurs, il a rappelé que son pays avait débloqué jusqu'à présent plus d'un milliard de livres sterling pour prêter assistance aux réfugiés syriens dans la région. Consciente qu'une aide humanitaire ne peut être fournie indéfiniment, sa délégation s'est déclarée convaincue qu'il n'y aurait pas de solution durable en Syrie sans solution politique. Mais il a écarté, comme son homologue américain, l'idée que Bachar Al-Assad puisse être partie à cette solution. « C'est le régime de Bachar Al-Assad qui a donné lieu à la montée en puissance de l'EIL. Nous rejetons ceux qui pensent que le poison d'Al-Assad est le remède au mal qu'il a causé. » Al-Assad demeure l'une des principales raisons pour lesquelles les combattants étrangers continuent de rejoindre les rangs de l'EIL, qui se considèrent comme étant le rempart sunnite au régime d'Al-Assad. La Syrie, a estimé le Chef de la diplomatie britannique, peut être un partenaire précieux

si Al-Assad est remplacé par un dirigeant légitime, dans le cadre d'une transition politique qui permettrait d'entamer la reconstruction du pays, sous l'égide de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Staffan de Mistura.

Au cours des semaines écoulées, a poursuivi M. Hammond, la situation a évolué. L'intervention russe a redonné un « second souffle » au régime de Bachar Al-Assad. Mais de telles actions sont « incompatibles » avec une poursuite de la guerre contre l'EIL. « Il ne s'agit pas d'un jugement moral, mais de pragmatisme », a-t-il lancé. Ce matin, les premières frappes aériennes russes ont débuté, a observé le Secrétaire d'État. Dans ce contexte, a-t-il estimé, il est important que la Fédération de Russie puisse confirmer que son action militaire est bien dirigée contre l'EIL et les groupes extrémistes sur le terrain. Revenant sur les propos de certains concernant la tenue d'élections, le Secrétaire d'État britannique a également rejeté cette idée, en affirmant que les conditions d'une telle élection n'étaient pas réunies et que seul le départ immédiat d'Assad était acceptable. « La question qui se pose à ce Conseil, c'est de savoir si ceux qui ont une influence auprès de ce régime sont prêts à en user », a-t-il tranché avant de conclure.

M. HERALDO MUÑOZ, Ministre des relations extérieures du Chili, a déclaré que la situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord était une source d'inquiétudes pour la communauté internationale, parce que l'action des groupes armés terroristes ne fait qu'aggraver le cycle d'instabilité et les tensions entre communautés. L'expérience montre que le recours à la force peut réduire la capacité militaire des groupes terroristes mais ne peut faire obstacle à une plus grande diffusion d'une idéologie appelant à la violence et source de nouveaux recrutements, a-t-il fait remarquer. C'est pourquoi, cette idéologie de terreur doit être combattue grâce à un partenariat fondé sur des valeurs communes qui aboutirait à l'adoption d'approches préventives multidimensionnelles. Il a appelé à ne pas sous-estimer la capacité de voix de personnalités de la société civile à influencer les populations pour encourager le dialogue interculturel et interreligieux. Soulignant les effets déstabilisateurs du groupe extrémiste EIL, le Ministre chilien des relations extérieures a appelé le Conseil de sécurité à une action concertée et effective pour faire face à la crise humanitaire qui affecte des millions de Syriens et les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Mme U. JOY OGWU (Nigéria), a rappelé que le conflit le plus ancien dans la région était le conflit israélo-palestinien. Elle a exhorté les parties à faire preuve de volonté politique et à revenir à la table des négociations afin que la solution des deux États devienne réalité. La brutalité des groupes terroristes exige que la communauté internationale s'emploie à les neutraliser, a-t-elle dit. L'augmentation du nombre de combattants terroristes étrangers en Syrie et en Iraq est alarmante, a-t-elle dit. Ces combattants terroristes étrangers posent une véritable menace pour les pays d'origine, de transit et de destination, a-t-elle prévenu. En conclusion, la représentante du Nigéria a plaidé pour une coopération internationale renforcée, par le biais notamment d'un échange accru d'informations, afin de combattre la menace terroriste.

M. IBRAHIM AL-ESHAIKER AL-JAAFARI, Ministre des affaires étrangères de l'Iraq, a déclaré que les attaques de Daech dans plusieurs gouvernorats du pays avaient provoqué le déplacement de plus de 2,5 millions de ses concitoyens. « Nous faisons face à d'immenses défis en raison des attaques sauvages lancées par les combattants de l'État islamique » contre la population iraquienne. Pour sa part, son gouvernement, a-t-il affirmé, œuvre à la promotion de la paix et de la stabilité et s'efforce de consacrer l'unité nationale face à l'extrémisme en Iraq. Avec le soutien de la coalition internationale, les forces iraquiennes poursuivent leur lutte contre les terroristes qui occupent une partie du territoire, ce qui a conduit à leur défaite dans plusieurs localités, a assuré M. Al-Jaafari. Mais, a-t-il prévenu, alors que l'an dernier, les combattants étrangers étaient originaires de 82 pays, ils affluent désormais de plus de 100 cette année, ce qui montre que le terrorisme est un phénomène qui se développe bien au-delà du Moyen-Orient. Le Ministre a appelé en conclusion la communauté internationale à s'unir face à cette menace.

CHEIKH SABAH AL KHALED AL HAMAD AL SABAH, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Koweït, qui s'exprimait au nom de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), a condamné les agissements de groupes extrémistes qui sabotent les principes et les idées de base de la « tolérante charia ». « L'islam est une religion de paix et d'amour qui appelle à la tolérance, la solidarité et la modération, et qui rejette tout fanatisme et extrémisme », a-t-il déclaré. Le Ministre a également déploré l'intensification du phénomène de l'islamophobie dans les pays occidentaux, et dont souffrent des millions de musulmans vivant dans ces pays. M. Al Sabah a également fustigé l'échec du Conseil de sécurité à résoudre les conflits et les graves crises politiques et sécuritaires au Moyen-Orient. Faisant de la question palestinienne le centre du conflit israélo-arabe, il a affirmé que la situation dégradée du peuple palestinien avait créé un état prolongé de désespoir et de découragement dans la région. « Nous exhortons le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités en assurant la mise en œuvre de ses résolutions relatives aux droits des Palestiniens à l'autodétermination et à l'établissement d'un État indépendant », a déclaré M. Al Sabah.

Qu'a fait le Conseil de sécurité, chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales, pour combattre le terrorisme qui s'est propagé en Syrie et en Iraq et répandu dans beaucoup d'autres pays à travers le monde, a demandé M. WALID AL-MOUALLEM, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et des expatriés de la Syrie. Qu'a-t-il fait pour mettre en œuvre ses résolutions et aider notre peuple qui paye le prix du sang et de la destruction? Qu'a fait le Conseil face aux pays qui appuient, financent, arment, forment et abritent « Daech », le Front Al-Nosra et les autres groupes associés à Al-Qaida et facilitent leur départ en Syrie. Le Conseil a tout simplement « rien fait », a répondu le Vice-Premier Ministre. Quels résultats la coalition internationale menée par les États-Unis pour éliminer Daech en Iraq et le contenir en Syrie a-t-elle obtenus?

Ces groupes terroristes augmentent en puissance, en force de frappe, en assise financière et en férocité et, ce, grâce à la protection de pays comme la Turquie, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Jordanie et d'autres États occidentaux « connus de vous tous », a tranché le Vice-Premier Ministre. Ceux qui veulent combattre le terrorisme sur le territoire syrien doivent coopérer avec le Gouvernement syrien dont l'armée mène seule la bataille. Les opérations militaires du Royaume-Uni et de la France sont une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des normes du droit international ainsi qu'une « agression flagrante » de la souveraineté syrienne, a accusé le Vice-Premier Ministre.

Il a en revanche applaudi l'initiative du Président russe qui appelle à une coalition internationale et régionale à laquelle la Syrie serait une partie « essentielle ». Nous exhortons, a dit le Vice-Premier Ministre, tous les pays de la région à mettre en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité relatives à la lutte contre le terrorisme et à se joindre à la coalition, comme moyen « préventif » de se protéger eux-mêmes. « Je demande au Conseil de sécurité, a insisté le Vice-Premier Ministre, de rester du côté de la vérité et de mettre en œuvre ses résolutions pour empêcher les terroristes, qui affluent en Syrie, de créer ce qu'ils appellent un ' califat ' qui, a prévenu M. Al-Mouallem, ne se limiterait pas à la Syrie ou à l'Iraq parce que leurs leaders ont répété à l'envi que leur objectif est d'étendre la Mecque à l'Europe. » Si vous préférerez vous abstenir, alors les crimes brutaux que ce terrorisme commet ne s'arrêteront pas en Syrie, en Iraq ou en Libye. Ils se propageront ailleurs et finiront par affecter ceux qui appuient le terrorisme aujourd'hui, a-t-il prévenu.

M. FRANK-WALTER STEINMEIER, Ministre des affaires étrangères de l'Allemagne, a estimé que les chefs d'État et de gouvernement, qui sont réunis cette semaine au Siège de l'Onu à New York, devraient saisir cette occasion unique pour faire preuve d'unité sur le dossier syrien. « En dépit des différences entre les États-Unis et la Russie et les acteurs régionaux, nous partageons un intérêt commun dans le cadre du processus politique qui doit être mené à son terme avant l'effondrement des dernières structures étatiques en Syrie et avant que l'idéologie nauséuse de l'État islamique ne gagne davantage de terrain sur les ruines de la société syrienne », a préconisé le Chef de la diplomatie allemande. Il a ensuite plaidé pour que la résolution 2139 (2014) serve de base à ces discussions. Le Conseil de sécurité doit également faire preuve d'unité en ce qui concerne la Libye et le Yémen, afin de donner un nouvel élan aux processus politiques en cours pour mettre fin aux conflits dans ces deux pays, a souligné le Ministre. L'Allemagne, a assuré M. Steinmeier, est prête à appuyer les efforts qui seront déployés en ce sens.

M. SAMEH SHOUKRY, Ministre des affaires étrangères de l'Égypte, a appelé le Conseil de sécurité à intensifier ses efforts pour régler les conflits au Moyen-Orient. Partageant l'analyse de la Fédération de Russie, il a souligné la nécessité d'identifier la nature et les causes profondes des conflits. Revenant à l'année 2011, il a rappelé que certains avaient parié sur des courants

qu'ils pensaient modérés mais qui se sont révélés être des courants extrémistes. Rejetant la politisation de la religion, la société égyptienne a refusé de donner le pouvoir à une clique qui voulait soumettre les Égyptiens, musulmans comme chrétiens, a-t-il dit. M. Shoukry a également souligné la nécessité de respecter la diversité des pays arabes.

La multiplicité des guerres agit comme un aimant qui attire les combattants terroristes étrangers, a-t-il déploré. Pour remédier à cette situation et sortir de l'affrontement en Syrie entre gouvernement, opposition modérée et groupes terroristes, le Ministre a plaidé pour une « simplification » du conflit suivant deux fronts, le front de l'État et celui de l'opposition. Concernant la Syrie, nous devons appuyer la création d'un front avec l'État syrien, sur la base du Communiqué de Genève, a-t-il affirmé en ajoutant, avant de conclure, qu'une logique similaire devait être suivie en Iraq.

Mme FEDERICA MOGHERINI, Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a déclaré que la lutte contre le terrorisme et la recherche de solutions politiques aux crises, en particulier en Libye et en Syrie, devraient être menées de concert. L'Union européenne, a-t-elle indiqué, a lancé des initiatives de déminage dans les zones libérées du joug de l'État islamique. « La puissance militaire ne résoudra pas la crise en Syrie ou ailleurs, seul un processus politique y parviendra », a assuré la cheffe de la diplomatie européenne. Aussi, a-t-elle estimé qu'il était temps de rassembler l'ensemble des acteurs syriens autour d'une table. Seule une coopération intensifiée nous donne l'espoir de rétablir la paix en Syrie, en Iraq et en Libye, pays où un gouvernement d'union nationale devrait être formé dans les jours qui viennent, s'est-elle félicitée. C'est la volonté politique qui fera la différence, a insisté Mme Mogherini. « Comme le Ministre des affaires étrangères de l'Allemagne l'a fait remarquer à l'instant, les éléments sur lesquels nous sommes d'accord sont suffisamment nombreux pour permettre de définir une position commune », a-t-elle estimé, en appelant le Conseil à faire preuve d'unité.

M. IVICA DAČIĆ, Ministre des affaires étrangères de la Serbie, a fait part de la détermination de son pays en faveur de l'éradication de la menace terroriste et de la promotion du dialogue au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Il a également appuyé les actions concertées décidées à cette fin sous l'égide des Nations Unies. Son pays est déterminé à prendre toute sa part dans le règlement de la crise migratoire actuelle, a-t-il assuré, en précisant qu'il ne pouvait cependant endosser seul le fardeau de l'accueil des réfugiés. « Depuis le début de cette année, plus de 170 000 migrants sont entrés en Serbie », a-t-il dit.

Le Ministre des affaires étrangères de la Serbie a appelé de ses vœux la promotion d'une culture de paix, de confiance et de compréhension commune, citant ainsi l'exemple de son pays. Les résultats peuvent être atteints grâce au renforcement de la tolérance et du dialogue régional, a estimé M. Dacić, en prévenant que la paix ne peut être instaurée par la force.

M. MOHAMMAD JAVAD ZARIF, Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, a réitéré son appel à un « Front uni contre l'extrémisme violent » et au Plan d'action global qui devrait en découler pour opposer un front culturel et idéologique à l'extrémisme, en s'attaquant aux facteurs tels que les dictatures, la pauvreté, la corruption et la discrimination, sans oublier l'islamophobie. En vertu du Plan, les États s'engageraient à ne pas financer ou recruter les terroristes et faciliter les mouvements aux frontières. Le Plan devrait aussi s'attaquer à l'occupation de la Palestine et aux atrocités israéliennes qui ont alimenté l'extrémisme et d'autres crises dans la région et au-delà. Le Ministre s'est dit heureux de voir émerger une nouvelle appréciation de la réalité en Syrie. Espérant ensuite que ceux qui se battent au Yémen finiront par réaliser qu'ils n'ont pas d'autre voie que celle du processus politique, le Ministre a en revanche regretté qu'« un ou deux voisins » de l'Iran continuent de nier la menace extrémiste, choisissant l'irresponsabilité et l'arrogance. Le monde n'a pas encore oublié leur complicité avec Al-Qaida et les Taliban ni leurs propres crimes, sans compter ceux de Saddam Hussein. C'est cela, a dit le Ministre, qui a contribué à l'émergence dangereuse de l'extrémisme takfiri. Mais, a-t-il assuré, les Iraniens sont assez prudents pour savoir qu'il ne faut pas vivre dans le passé et qu'il faut s'engager dans un dialogue sérieux et dans la coopération régionale. Nous espérons tout de même que « le ou les deux » voisins restés en marge reconnaîtront la réalité et répondront positivement à l'appel à une action responsable, au dialogue et à la coopération régionale, a conclu le Ministre.

Pendant que les autres se torturaient les méninges pour comprendre la menace, la Turquie, a souligné son Ministre des affaires étrangères, M. FERIDUN SINIRLIOGLU, déployait déjà tous les efforts possibles pour contrer Daech. Ne nous faisons guère d'illusion, a mis en garde le Ministre. Daech n'est pas né soudainement pour se répandre comme un cancer dans la région. Non, il a été aidé par le « régime totalitaire d'Assad » qui, dans un effort désespéré de se maintenir au pouvoir, a déployé tous les moyens en sa possession pour tuer, blesser, opprimer et terroriser son propre peuple. En fait, c'est l'appui tactique et opérationnel du « régime terroriste d'Assad » qui a permis l'expansion rapide de Daech en Syrie. Que les méthodes certes répréhensibles de Daech ne nous jettent pas dans la confusion. La communauté internationale et le Conseil de sécurité doivent s'attaquer aux causes du problème en Syrie et d'abord vaincre les organisations terroristes telles que Daech, le PKK et le DHKPC. « Dans la lutte contre la terreur, il n'y a pas de place pour le relativisme moral. »

Il faut ensuite créer des zones sécurisées en Syrie à l'abri de Daech pour protéger les civils contre les attaques aériennes. De telles zones pourraient « garder les Syriens en Syrie », déclencher les retours volontaires et encourager les gens à croire une nouvelle fois en un avenir stable. Il faut aussi travailler à une solution au conflit qui réponde aux aspirations du peuple syrien et assure une transition politique bien menée vers une Syrie unie, démocratique, séculaire, non sectaire et multiculturelle, a dicté le Ministre.

M. GEBRAN BASSIL, Ministre des affaires étrangères du Liban, a jugé que le système de sécurité collective établi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale n'avait pas apporté au Moyen-Orient la protection à laquelle il aspirait. « Nous ne pourrions pas empêcher que la région ne sombre dans des luttes interconfessionnelles sans l'aide de la communauté internationale », a-t-il prévenu. À l'instar de nombreux intervenants, M. Bassil a réaffirmé la primauté du dialogue pour résoudre les crises, citant en exemple la résolution de la crise entre Cuba et les États-Unis et l'heureuse issue du dossier nucléaire iranien. Mais, dans tous les cas, notre action doit bénéficier à la fois d'une légitimité morale et politique.

M. PAOLO GENTILONI, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de l'Italie, a estimé qu'à ce jour, des progrès importants ont été réalisés contre Daech, grâce à la Coalition internationale. Mais, il faut faire plus, a-t-il prévenu, non seulement sur le front militaire mais aussi sur le front politique, en sachant que le vide du pouvoir et l'instabilité politique forment le contexte idéal dans lequel Daech a montré qu'il pouvait s'épanouir. La communauté internationale doit renforcer son appui à l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Steffan de Mistura, pour qu'il parvienne à une transition crédible et viable, conforme au Communiqué de Genève.

Après avoir parlé de la situation en Iraq, en Libye et au Liban, et détaillé les efforts de son gouvernement dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, le Ministre s'est dit convaincu du rôle « crucial » du développement humain, de l'éducation et de la prospérité économique dans le maintien de la paix et de la sécurité. En plus des liens économiques avec la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, l'Italie est déterminée à aider les jeunes générations et à les extraire des conditions qui les mènent à la radicalisation. Tout en luttant contre Daech et toutes les organisations terroristes dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, nous devons, a conclu le Ministre, plaider pour le dialogue et la réconciliation, qui sont les principaux ingrédients de l'avenir pacifique de la région. Seul un engagement déterminé à résoudre les conflits par la négociation et les moyens pacifiques peut apporter une solution durable à des problèmes apparemment insolubles.

M. MOHAMED ELHADI, Ministre des affaires étrangères de la Libye, a souligné la nécessité de parvenir à une stratégie globale contre Daech. Il s'agit d'un impératif pour prendre à bras le corps tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés en Syrie mais aussi dans les autres pays qui sont touchés par ce phénomène, à commencer par l'Iraq et bien sûr la Libye a-t-il ajouté. Après avoir rappelé les récentes exactions de Daech dans son pays, M. Elhadi a indiqué que l'armée libyenne n'avait pas de ressources adaptées à cette menace diffusée, qui a frappé plusieurs grandes villes du pays. Redoutant un scénario à la syrienne et à l'iraquienne, le Ministre a estimé qu'il incombait à tous de lutter contre l'infiltration des terroristes, dans les pays arabes comme dans les pays occidentaux.

M. NABIL ELARABY, Secrétaire général de la Ligue des États arabes, a affirmé que la Palestine subissait depuis 1948 le terrorisme d'Israël, « dont le Conseil a omis de parler aujourd'hui ». Israël gagne du temps pour ne pas avoir à se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité et accroître son emprise territoriale dans la région, a-t-il ajouté. Pourquoi le Conseil n'agit-il pas contre les actions des forces israéliennes dans les lieux saints de l'Islam? a encore demandé M. Elaraby. Sur la Syrie, il a considéré que c'étaient les manquements du Conseil qui avaient contribué à l'instabilité croissante dans le pays. Le Conseil échoue à faire appliquer les accords internationaux en matière de paix et de sécurité, accords dont il est pourtant à l'origine, a déploré M. Elaraby. Concluant son intervention, il a attiré l'attention sur le fait que, depuis 70 ans, le Conseil de sécurité ne s'était pas doté d'un règlement intérieur permanent. L'exercice du droit de veto s'effectue donc dans un cadre mal défini, a-t-il estimé.

M. KHALID BIN MOHAMMAD AL-ATTIYAH, Ministre des affaires étrangères du Qatar, a prévenu que la politique de deux poids, deux mesures et les doubles critères faisaient naître une suspicion grandissante quant à la justice internationale, d'où la nécessité d'une réforme des Nations Unies, et en particulier du Conseil de sécurité.

Le Ministre a dénoncé l'impuissance du Conseil de sécurité à imposer la paix au Moyen-Orient, et notamment à régler le conflit israélo-palestinien, une telle impuissance constituant, à ses yeux, une menace. Il est inacceptable que l'inaction se poursuive, a souligné le Ministre, estimant que toutes les lignes rouges avaient été franchies par Israël.

L'impuissance internationale face aux crimes de guerre, de génocide et contre l'humanité en Syrie signifie l'écroulement du système international. La communauté internationale doit prendre toutes les mesures de dissuasion pour mettre un terme à ce conflit, a-t-il insisté.

Relever les défis en Iraq requiert la participation de tous les segments de la société iraquienne, ce qui nécessite, a-t-il ajouté, la sécurité et la stabilité de la société iraquienne.

Après avoir jugé important de lancer un dialogue d'ensemble en Libye, il a observé que la révolte des factions contre le régime légitime au Yémen créait un environnement favorable au terrorisme. Le seul moyen de mettre fin au conflit est d'aider le Gouvernement légitime et de se conformer à la résolution pertinente du Conseil de sécurité, a déclaré le Ministre qatari.

Mme VESNA PUSIĆ, Ministre des affaires étrangères de la Croatie, a déclaré que l'arrêt immédiat des violences et le rétablissement de la paix au Moyen-Orient doivent aller de pair avec la recherche de solutions de long terme, qui tiennent compte des causes profondes du terrorisme et de l'instabilité dans la région. En Syrie, les efforts des Nations Unies doivent porter sur la création de conditions propices à un règlement négocié de la crise, sur la base du Communiqué de Genève de juin 2012. S'agissant spécifiquement de la crise des migrants, a

suggéré Mme Pusić, il faudrait réfléchir aux possibilités de sécuriser à l'intérieur de la Syrie des zones dans lesquelles une partie des réfugiés syriens pourraient revenir s'installer, ainsi que les personnes déplacées à l'intérieur même du pays. En Libye, l'ONU doit continuer d'appuyer le processus politique en cours, tandis qu'en Iraq, la communauté internationale doit rester engagée auprès du Gouvernement pour l'aider à mettre en œuvre les réformes nécessaires, a préconisé le Ministre. S'agissant de l'État islamique en Iraq et au Levant, a-t-il ajouté, elle gagnerait à prêter assistance aux pays de la région pour les aider à développer des capacités antiterroristes, y compris en mobilisant la société civile, qui pourrait contribuer à la déradicalisation des jeunes, par exemple.

M. JEAN ASSELBORN, Ministre des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, a choisi d'examiner les causes profondes de la menace terroriste. Tout d'abord, il a estimé que la montée en puissance des groupes terroristes ne saurait être séparée de leur contexte politique régional. Par exemple, en Syrie, « nous devons combattre les terroristes sans faire le jeu du régime d'Assad ni oublier les crimes que ce régime commet au quotidien », a-t-il dit. En Iraq, selon lui, « c'est le sentiment de marginalisation, de dépossession et d'humiliation des populations sunnites qui a fait le jeu des extrémistes ».

Parmi les causes profondes qui favorisent la radicalisation et le terrorisme, il y a l'absence de perspectives et d'opportunités économiques pour les jeunes, a indiqué ensuite M. Asselborn. Les difficultés d'emploi qu'ils rencontrent sont « un terreau fertile pour la radicalisation ». À ce sujet, le Luxembourg s'est engagé, avec l'appui de l'UNICEF, pour que le Programme de développement pour l'après-2015 tienne pleinement compte des besoins et du potentiel spécifique des enfants et des jeunes en général. Enfin, il a estimé que la voie de la réconciliation et de la négociation entre Israéliens et Palestiniens « est le meilleur rempart contre le terrorisme ».

M. IONNIS KASOULIDES, Ministre des affaires étrangères de Chypre, a estimé que la complexité des crises actuelles exigeait de renforcer les efforts multilatéraux et de s'attaquer aux causes profondes de la radicalisation: l'exclusion socioéconomique et politique, le chômage des jeunes et l'accès limité à l'éducation. Il a ajouté s'agissant de la Libye qu'une fois le gouvernement d'unité nationale en place, l'ONU, l'Union européenne et les autres parties prenantes devront lui fournir un appui dans les domaines clefs de la sécurité et de la création des institutions. Pour ce qui est de la crise syrienne, le Ministre a insisté sur le fait que le Communiqué de Genève demeurerait la seule feuille de route susceptible d'activer un processus de transition politique « réaliste ».

Daech, a dit M. MIROSLAV LAJČÁK, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et des affaires européennes de la Slovaquie, est une alternative de gouvernance « fausse, cynique et dangereuse », exploitant la peur et la violence. Mais la réaction militaire n'est qu'un

« fragment » de la solution et le reste doit consister en un engagement fort en faveur d'une meilleure gouvernance, meilleure que celle de Daech mais aussi meilleure que celle qui prévalait auparavant. Nous ne pouvons pas laisser naître de nouveaux foyers d'instabilité dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Tous les acteurs, locaux et internationaux, doivent user de leur influence pour éviter l'escalade. Nous croyons que la démocratie est le bon choix et que les transitions politiques doivent se faire de manière pacifique. Au Moyen-Orient, le succès des transitions semblent requérir un appui international fort et consensuel. Toute implication étrangère en faveur de l'un ou l'autre partie peut briser une confiance déjà fragile. Le rôle du Conseil de sécurité dans la lutte contre le terrorisme demeure crucial, c'est la pierre angulaire du maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'Assemblée générale aussi a un « potentiel considérable » et la Slovaquie attend avec intérêt le plan d'action du Secrétaire général contre l'extrémisme violent et espère qu'il tiendra compte des nombreuses propositions intéressantes faites pendant les conférences régionales.

M. IYAD AMEEN MADANI, Secrétaire général de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), a affirmé que son organisation faisait tout ce qui était en son pouvoir pour trouver des solutions aux problèmes que connaissent les régions du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Il s'est interrogé sur le rôle que peuvent jouer les mécanismes de paix et de sécurité internationaux et régionaux pour faire face aux défis d'aujourd'hui.

Les reliquats du colonialisme et des stratégies mal conçues de la guerre froide ont laissé le peuple palestinien souffrir des conséquences d'une occupation injuste et illégale, tandis que l'invasion de l'Iraq a dévasté la constitution sociale du pays, avec de graves conséquences régionales, a-t-il dit.

M. Madani a estimé que ceux qui considéraient l'islam comme une source de division et de violence ignorent tout simplement, a-t-il dit, l'histoire de la grande civilisation musulmane. Au lieu de prendre en otage la région, il faut s'attaquer aux dimensions multiples de ses conflits et écouter ses populations, a-t-il poursuivi, avant de citer les initiatives de l'OCI.

M. DIDIER REYNDERS, Ministre des affaires étrangères de la Belgique, a salué le fait que les États soient unis dans la volonté commune maintes fois exprimée d'éradiquer le terrorisme. Il a précisé que pour éradiquer ce fléau, il fallait également prendre des mesures « dans nos pays » pour tarir le flux de combattants étrangers. Pour M. Reynders, il sera impossible de vaincre le terrorisme si les aspirations des populations ne sont pas prises en compte et si les droits humains ne sont pas respectés. Le déchaînement de violence en Syrie nourrit le terrorisme comme la dictature qui massacre son peuple, a-t-il noté. Plaidant pour la mise en œuvre du Communiqué de Genève prévoyant la mise en place d'un processus de transition politique, il a indiqué qu'il allait falloir négocier « avec le régime d'Assad comme avec les forces d'opposition », cela « parallèlement aux frappes militaires contre Daech ».

M. MAURO VIEIRA, Ministre des relations extérieures du Brésil, s'est dit las de la manière dont les règles sont déformées et réinterprétées et de l'invocation de droits exceptionnels pour justifier les interventions militaires. Ces stratégies ont affaibli le système multilatéral et aggravé la situation sur le terrain. L'Iraq et la Libye sont deux exemples flagrants de l'échec des approches fondées sur le cercle vicieux des menaces, des sanctions et de la violence, a souligné le Ministre. Les interventions militaires, a-t-il estimé, ne conduisent qu'à l'affaiblissement des institutions publiques, à l'aggravation du sectarisme, au vide du pouvoir et à la prolifération des armes, ouvrant la voie à la montée des groupes radicaux. Il est grand temps, a prévenu le Ministre, que le Conseil de sécurité fasse l'inventaire des tragédies que l'on aurait pu éviter et tirer les enseignements des erreurs du passé. « Nous devrions tous montrer notre détermination à nous concentrer sur le dialogue politique et l'action préventive », a dit le Ministre. Le recours aux sanctions et à la force devrait toujours être le dernier recours et rester conforme aux dispositions de la Charte. Ce qu'il nous faut, c'est une meilleure diplomatie face aux nombreux défis que nous devons relever, a insisté le Ministre. Pays de la plus grande population d'immigrés syriens au monde, le Brésil est prêt à assumer ses responsabilités diplomatiques et humanitaires.

M. ERLAN IDRISOV, Ministre des affaires étrangères du Kazakhstan, a appelé les dirigeants israéliens et palestiniens à faire preuve de bonne volonté pour aboutir à un accord historique. Concernant la Syrie, le Kazakhstan, a-t-il dit, appuie les efforts des Nations Unies, de la Ligue des États arabes, des États-Unis, de la Fédération de Russie et des autres parties prenantes, en estimant que la crise ne pourra être résolue qu'à travers un dialogue politique efficace entre les autorités syriennes et l'opposition en vue d'un avenir pacifique sans violence ni bain de sang.

Le Ministre, soulignant que son pays est convaincu que les dirigeants spirituels et religieux avaient un rôle important à jouer, a rappelé que celui-ci avait convoqué et accueilli le Congrès triennal des dirigeants du monde et des religions traditionnelles, qui constitue une plateforme pour le dialogue entre les leaders religieux et politiques pour la recherche de la paix.

M. NIKOLAOS KOTZIAS, Ministre des affaires étrangères de la Grèce, a affirmé à son tour que l'État islamique ne pouvait pas être vaincu uniquement par des moyens militaires. Nous devons tarir les sources de financement des organisations djihadistes et démanteler leurs filières de recrutement, y compris celles qui prospèrent en ligne et à travers les médias sociaux, a insisté M. Kotzias. Concernant la situation en Syrie, il a appelé la communauté internationale à travailler de manière collective et unie afin d'initier sans délais un processus de transition politique inclusif et réaliste. La guerre en Syrie doit cesser, et le pays doit se retrouver autour d'une vaste alliance pour la paix qui, seule, redonnera l'espoir à la jeunesse syrienne et aux pays de la région d'un avenir meilleur, a conclu le Ministre grec des affaires étrangères.

M. KARL ERJAVEC, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Slovénie, a mis l'accent sur la prévention, laquelle passe par l'éducation et l'emploi, susceptibles de créer un environnement d'espoir, en particulier pour les jeunes. Le Ministre a également insisté sur la notion de responsabilité, la Cour pénale internationale (CPI) ayant un rôle important à jouer dans la lutte contre l'impunité. Il a appelé la communauté internationale à tout faire pour tenter de rétablir la paix au Moyen-Orient.

M. M. ABDULLAH GHOBASH, Ministre adjoint des affaires étrangères des Émirats arabes unis, a noté que l'idéologie et l'action terroristes s'étaient amplifiées au cours de ces cinq dernières années, en prospérant sur le vide politique de plusieurs pays du Moyen-Orient. La paix et la sécurité pourront être restaurées dans la région lorsque la communauté internationale aura su régler les problèmes majeurs qui ont trop duré, comme ceux touchant à la question de Palestine, a-t-il estimé. M. Ghobash a également appelé le Conseil de sécurité à répondre aux appels du Groupe des États arabes d'adopter une résolution demandant une reprise de pourparlers de paix directs et sérieux entre Israéliens et Palestiniens. Concernant la crise syrienne, il a considéré que la création récente de quatre groupes de travail thématiques à l'initiative du Secrétaire général pourrait contribuer à l'atteinte d'une solution politique. Enfin, après avoir noté que les interventions étrangères hier en Libye et aujourd'hui au Yémen « ne font qu'ajouter des tensions au conflit », il a déclaré que les organisations régionales devraient pouvoir participer pleinement aux processus de prise de décisions en matière de paix et de sécurité internationales.

M. PÉTER SZIJJÁRTÓ, Ministre des affaires étrangères et des affaires européennes de la Hongrie, a affirmé que le terrorisme était une menace devenue un aspect de la vie quotidienne en Europe. Après avoir dénoncé les crimes commis par Daech, le Ministre a estimé que différentes mauvaises décisions de la communauté internationale avaient contribué à créer des zones de guerre en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

L'Union européenne, a-t-il dit, est confrontée aujourd'hui à un problème de migration massive. Il a estimé à entre 30 et 35 millions le nombre de personnes autour de l'Europe qui pourraient prendre la décision de quitter leurs foyers pour se mettre en route vers l'Europe, d'où le risque potentiel majeur de déstabiliser le continent.

Il a mis l'accent sur la nécessité de faire davantage pour lutter contre Daech et veiller à ce que ce groupe ne puisse conquérir d'autres territoires et faire en sorte qu'il se retire de ceux qu'il occupe. Il faut également déployer les efforts pour mettre un terme à la guerre et chercher une solution politique avec le plus large éventail de parties.

Si les relations entre la Fédération de Russie et la communauté transatlantique ne s'améliorent pas, la situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord continuera de se déstabiliser, a-t-il également observé.

M. DIDIER BURKHALTER, Chef du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, a estimé que les mouvements massifs de réfugiés et le développement du terrorisme transnational appellent une réponse rapide et résolue. « Mais il faut avant tout résoudre les conflits violents qui ont plongé la région dans le chaos. Les blocages ont beaucoup trop duré. Il est temps d'agir », a-t-il tranché. En Syrie, un dialogue national doit être instauré pour préparer la fin de la guerre meurtrière que se livrent le gouvernement de Damas et l'opposition. La Suisse soutient fermement les efforts déployés par l'Envoyé spécial de l'ONU pour encourager des discussions thématiques parallèles au sein des groupes de travail syriens créés pour aborder les principaux aspects du Communiqué de Genève de 2012.

Le Conseiller fédéral a soutenu par ailleurs la formation rapide d'un groupe de contact international chargé de soutenir la recherche d'une solution politique. « La seule voie qui mènera à la paix est celle d'un dialogue inclusif associant le Gouvernement syrien et visant à définir les paramètres d'une transition dirigée », a assuré M. Burkhalter. Un tel dialogue et des arrangements de partage du pouvoir ne sont pas seulement vitaux pour la Syrie, ils le sont également pour stabiliser l'Iraq et résoudre les conflits au Yémen et en Libye, a-t-il estimé. Soulignant le rôle clef qui incombe à l'ONU dans la lutte contre le terrorisme, il s'est déclaré préoccupé par le manque apparent de coordination entre différentes actions militaires contre le soi-disant « État islamique », et il a demandé au Conseil de sécurité d'assumer sa responsabilité en conduisant les efforts visant à combattre le terrorisme et à rétablir la paix et la sécurité en Syrie.

M. DANIEL MITOV, Ministre des affaires étrangères de la Bulgarie, a indiqué que son pays attendait avec impatience de découvrir le plan d'action du secrétaire général pour prévenir l'extrémisme violent. Il a ajouté que la Bulgarie, après l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 2178 (2015), avait pris des mesures législatives spécifiques pour combattre le phénomène des combattants étrangers, l'accent étant mis sur la déradicalisation et le tarissement des sources financières des terroristes.

M. KRISTIAN JENSEN, Ministre des affaires étrangères du Danemark, a appelé à la mise en place d'une approche antiterroriste globale faisant intervenir les dimensions politiques, militaires et économiques. Il s'est dit préoccupé par l'intervention russe de ce matin en Syrie: Daech était-il vraiment la cible? s'est-il interrogé.

M. ABDELKADER MESSAHEL, Ministre des affaires magrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des États arabes de l'Algérie, a déclaré que la poursuite de la politique d'occupation, de colonisation et d'annexion des territoires palestiniens, « en violation flagrante du droit international », ainsi que les atteintes répétées par Israël à la mosquée d'al-Aqsa, alimentaient les frustrations au sein de la communauté musulmane. Après avoir jugé que ces frustrations étaient récupérées par la propagande terroriste, il a indiqué que son pays était très préoccupé

par l'aggravation de la menace terroriste, « du Moyen-Orient au Sahel en passant par la corne de l'Afrique ». Dans ce contexte, il a plaidé pour la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et son adaptation régulière aux mutations rapides de la menace terroriste. « Les solutions aux crises et conflits actuelles doivent être politiques », a également souligné M. Messahel, qui a demandé à la communauté internationale de renforcer les capacités institutionnelles, humaines et techniques des pays les plus durement touchés par le péril terroriste.

M. RODOLFO NIN NOVOA, Ministre des relations extérieures de l'Uruguay, a recommandé que les réponses de la communauté internationale au terrorisme ne se concentrent pas uniquement sur l'application de mesures coercitives conformes au droit international, mais qu'elles tiennent également compte des facteurs structurels qui sont à l'origine du phénomène. La pauvreté, le manque d'opportunités professionnelles, l'exclusion sociale, la xénophobie et la discrimination, ainsi que les défis qui se posent dans l'accès à l'éducation, créent un environnement favorable à la formation de nouveaux groupes terroristes et au recrutement.

Outré par les crimes commis par l'État islamique, le Ministre a demandé à la communauté internationale d'agir de toute urgence pour arrêter ce groupe terroriste. Il a également condamné les attaques menées par Boko Haram contre les populations civiles, en particulier des femmes et des enfants, et souhaité que ces actes de barbarie ne demeurent pas impunis. Pour sa part, a annoncé M. Novoa, l'Uruguay est en train de mettre au point une stratégie nationale contre le terrorisme qui devrait lui permettre de collaborer plus efficacement aux efforts internationaux en la matière.

M. RETNO MARSUDI, Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie, a considéré que les conflits doivent être résolus par une solution politique à travers la diplomatie, notamment au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Selon lui, il faut respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de tous les États, et s'attaquer aux causes profondes des phénomènes de l'État islamique et des combattants terroristes étrangers. Tout en reconnaissant le rôle de la contrainte, il a préconisé une approche basée sur la conviction pour prévenir le terrorisme.

Pour sa part, a assuré le Ministre, l'Indonésie est engagée à s'attaquer au « cycle de la radicalisation », notamment à travers un dialogue interconfessionnel et en faisant en sorte que l'islam en tant que religion soit correctement enseigné. Il a encouragé la participation des femmes et des mères, des modérés et de la société civile en général dans la lutte contre le terrorisme. Enfin, il a souhaité que le rôle de l'ONU soit renforcé à cet effet et que des synergies soient établies avec des initiatives extérieures.

M. BORGE BRENDE, Ministre des affaires étrangères de la Norvège, a rappelé qu'un contingent militaire norvégien était désormais pleinement déployé en Iraq, dans le cadre de la coalition internationale mobilisée contre l'État islamique. Par ailleurs, a-t-il ajouté, nous œuvrons à entraver l'accès de ce groupe terroriste à ses ressources financières et jouons un rôle actif dans le cadre des efforts internationaux pour lutter contre la radicalisation et l'idéologie pervertie de ces extrémistes. « Il était clair dès le départ qu'en l'absence d'un processus politique en Iraq, Daech ne pourrait être défait. Il est tout aussi évident qu'une réponse efficace exige des progrès crédibles vers la résolution du conflit qui fait rage en Syrie », a jugé le chef de la diplomatie norvégienne. Il s'est félicité que les membres du Conseil soient désormais engagés dans des discussions sur les moyens d'y parvenir.

M. CARLOS RAUL MORALES, Ministre des affaires étrangères du Guatemala, a invoqué l'expérience de son pays qui a vu à quel point le Conseil de sécurité peut échouer dans sa manière de s'attaquer aux racines des conflits, bien souvent, à cause de la sensibilité politique différente de ses membres. Mais, a rassuré le Ministre, nous avons aussi vu des situations où il a été possible de mobiliser suffisamment de volonté politique pour faire les changements structurels nécessaires et combattre les fléaux qui ouvrent la voie aux conflits. Face à la situation au Moyen-Orient, nous sommes clairement à ce moment où il faut mobiliser cette volonté politique et s'attaquer à ces questions épineuses qui contribuent à aggraver la menace terroriste, comme l'exclusion économique et sociale, les flux d'armes et les violations des droits de l'homme.

Il est temps que la communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité, surmonte ses divergences et active les mécanismes qu'elle a à sa disposition pour réunir les parties au conflit et chercher de nouveaux moyens de réduire la violence, d'atténuer la souffrance des populations et de rétablir la confiance pour la reprise des négociations. Le Conseil peut avoir une grande influence sur le cours des événements mais au bout du compte, ce sont les parties elles-mêmes qui préservent la paix ou la restaurent. Il faut aussi reconnaître que le nombre croissant des conflits sectaires et tribaux exige que l'on évalue le caractère adéquat des instruments dont dispose le Conseil. « Nous devons en effet nous rappeler qu'il n'est pas possible de combattre le terrorisme par la seule force militaire. » La légitimité des actions de l'ONU est « vitale », a soutenu le Ministre.

Mme MARINA KALJURAND, Ministre des affaires étrangères de l'Estonie, s'est elle aussi dit convaincue que seule la coopération internationale est de nature à contrecarrer Daech, ajoutant que le terrorisme exigeait une réponse globale, unifiée et cohérente. Il est également clair selon elle que la stabilité de long terme ne pourra être obtenue qu'en atténuant les tensions actuelles entre les différents groupes politiques, ethniques et religieux non extrémistes. Que ce soit en Syrie, en Libye et au Yémen, a ajouté la Ministre, un élément clef pour venir à bout de Daech est la recherche de solutions politiques de long terme, sous l'égide des Nations Unies. Quant à la

lutte contre le terrorisme, a noté Mme Kaljurand, elle doit s'inscrire dans un cadre général, où toutes ses manifestations seraient combattues avec une même énergie, même si elles s'observent souvent dans des pays où l'islam est instrumentalisé à des fins terroristes.

M. TIMO SOINI, Ministre des affaires étrangères de la Finlande, a estimé que l'attention doit se porter sur les causes profondes des conflits. Des millions de jeunes sont sans emploi et sans perspective d'avenir, et donc dans l'exclusion économique, sociale et politique. Malheureusement, les organisations terroristes exploitent ce mécontentement et cette marginalisation pour servir leurs intérêts. La démocratie, les droits de l'homme et le développement économique sont des éléments « fondamentaux » d'une société stable, a dit le Ministre. Le mot clef est intégration, a ajouté celui dont le pays a parrainé la création du Réseau des pacifistes qui réunit des leaders religieux et traditionnels, hommes et femmes, autour des efforts de paix dans les zones de conflit. Il faut aussi, a poursuivi le Ministre, une action décisive contre les groupes terroristes comme Daech et ce faisant, faire en sorte que les mesures antiterroristes soient conformes au droit international. L'état de droit et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont des éléments « essentiels » de la lutte contre le terrorisme. Les conflits ne naissent jamais dans le vide, a conclu le Ministre. Le commerce des armes, licite ou illicite, est un aspect important. Il a exhorté tous les États à adhérer au Traité sur le commerce des armes.

L'expérience nous a enseigné, a déclaré Mme HENRYKA MOSCICKA-DENDYS, Vice-Ministre des affaires étrangères de la Pologne, que les peuples, qu'ils soient polonais, d'Europe centrale et orientale ou d'ailleurs, n'acceptent pas de vivre indéfiniment sous un régime totalitaire, en tolérant l'absence d'état de droit, en acceptant la brutalité et en renonçant à toute aspiration d'une vie meilleure. Les révolutions arabes n'ont pas créé la menace terroriste mais elles ont en revanche créé un vide du pouvoir qui a donné lieu à des conditions favorables à l'extrémisme violent du terrorisme. Comment faire pour désamorcer la situation, en tenant compte d'un certain nombre de facteurs externes et de leurs intérêts contradictoires? s'est demandée la Vice-Ministre. Répéter à l'envi qu'« il faut trouver une solution politique » ne résoudra pas le problème ni d'ailleurs la réponse sécuritaire que d'aucuns semblent privilégier. Ce qu'il faut, a suggéré la Vice-Ministre, c'est une réponse globale qui vise les causes profondes des conflits comme les inégalités socioéconomiques et l'incapacité d'exercer ses droits de l'homme. Sans une solution globale et inclusive comprenant des éléments politiques et de développement, la paix ne sera pas possible.

Mais il faut aussi mettre davantage l'accent sur la prévention du terrorisme, en inversant la courbe des recrutements par les groupes terroristes et en conséquence, en se concentrant sur l'avenir des jeunes générations. La « déradicalisation » incombe d'abord et avant tout aux pays arabes et musulmans, a dit la Vice-Ministre en se référant aux propos et aux initiatives de la Jordanie. Elle n'a pas voulu conclure sans parler de la destruction du patrimoine culturel

mondial. Elle a donc exprimé le ferme appui de son pays au Plan de l'UNESCO en Syrie et en Iraq, rappelant le soutien sans précédent de 137 États à la Déclaration conjointe que la Pologne a présentée au Conseil des droits de l'homme au nom d'un groupe interrégional. Il faut une nouvelle stratégie pour renforcer l'action de l'UNESCO dans la protection de la culture dans les conflits armés, a-t-elle insisté.

Mme MARGOT WALLSTRÖM, Ministre des affaires étrangères de la Suède, a souhaité que le Conseil de sécurité avalise l'idée d'établir un groupe de contact international qui appuierait les efforts de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie. Le but ultime, a-t-elle dit, est une transition politique véritable qui réponde aux aspirations du peuple syrien. Elle a affirmé que le régime syrien pouvait participer à la lutte contre Daech et le terrorisme en s'engageant en faveur de la transition précitée et en cessant ses attaques contre les civils. En Iraq, les efforts militaires et de stabilisation doivent être appuyés par un processus politique de réconciliation nationale, a-t-elle affirmé.

Mme Wallström a ensuite souligné la nécessité de remédier aux violences systématiques commises contre les femmes et les enfants. « En faisant des femmes et des filles des esclaves sexuelles, a-t-elle soutenu, le régime syrien et les groupes terroristes tels que Daech ont commis des violations flagrantes des droits fondamentaux. » Elle a également insisté pour que cette question reste inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Enfin, au-delà du combat contre Daech, elle a souligné la nécessité de répondre aux défis sécuritaires plus larges que connaît la région, au premier chef la revitalisation du processus de paix.

M. SEBASTIAN KURZ (Autriche) a appelé de ses vœux l'intensification de la lutte contre Daech et souligné la nécessité de stopper l'afflux de combattants terroristes étrangers. Il a également rappelé que son pays faisait partie de la coalition internationale contre Daech. « Nous pouvons changer les choses si les États-Unis et la Fédération de Russie sont déterminés à agir au sein de ce Conseil », a-t-il déclaré. Le représentant de l'Autriche a affirmé que le récent accord sur le programme nucléaire iranien offrait une lueur d'espoir. Ce qui a été possible pour le programme iranien peut également l'être pour le règlement du conflit en Syrie, même si cela sera difficile, a-t-il affirmé en conclusion.

M. VALENTIN RYBAKOV, Vice-Ministre des affaires étrangères du Bélarus, a déclaré qu'au Moyen-Orient, le terrorisme était devenu à lui seul une arme de destruction massive. Ce fléau détruit l'intégrité du système de sécurité collective, a-t-il asséné, en se déclarant convaincu que la seule option viable était d'agir au niveau du Conseil de sécurité. Après avoir reconnu le rôle fondamental joué par l'ONU dans le cadre de sa Stratégie antiterroriste mondiale, M. Rybakov a indiqué que le Bélarus participait à la mise en œuvre des accords régionaux pertinents. Par ailleurs, en janvier 2013, son pays avait organisé un séminaire sur l'application de la résolution 1540, relative à la prolifération des armes de destruction massive. Affirmant qu'il n'était pas

possible de rester un « simple spectateur » dans le contexte actuel, le Vice-Ministre a assuré que la contribution de chaque État importe dans ce combat.

Mme AURELIA FRICK, Ministre des affaires étrangères du Liechtenstein, a estimé que la plupart des conflits au Moyen-Orient, notamment celui qui sévit actuellement en Syrie, peuvent être vus comme des échecs de diplomatie préventive. « Ce n'est pas pour critiquer les Envoyés de l'Organisation des Nations Unies et leurs équipes, qui font de leur mieux en dépit des circonstances particulièrement difficiles. Le problème réel, c'est que la diplomatie préventive intervient souvent trop tard et manque des soutiens politiques et financiers nécessaires », a-t-elle déclaré. C'est d'autant plus regrettable qu'elle peut porter ses fruits, comme en témoigne l'accord conclu sur le dossier nucléaire iranien. Consciente des divisions du Conseil de sécurité sur des situations de conflit, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. C'est pourquoi, la Ministre a invité ses membres à adhérer au Code de conduite volontaire sur l'action du Conseil contre les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité ou les crimes de guerre, préparé par le Groupe *Responsabilité, cohérence et transparence* (ACT).

Mme TZIPI HOTOVELY, Ministre adjointe d'Israël, a rappelé que son pays était cerné par les groupes terroristes, Hezbollah et al-Nosra au nord, Daech au sud du Sinaï et le Hamas à Gaza. « L'un des plus grands défis est le fait que les groupes prônant la terreur exploitent et détournent souvent les principes du droit international afin de promouvoir leurs objectifs », a-t-elle dit, prenant comme exemple l'utilisation par le Hamas de boucliers humains. Elle a affirmé que tel un « syndicat du crime », le terrorisme au Moyen-Orient ne serait rien sans son « parrain », l'Iran. Revigoré par l'accord sur son programme nucléaire, a-t-elle soutenu, l'Iran n'a pas fait mystère pour mettre à profit l'allègement des sanctions afin d'augmenter son financement du Hezbollah et du Hamas. « La terreur a deux objectifs, d'une part mutiler et tuer et, d'autre part, décourager », a-t-elle ajouté. Mme Hotovely a souligné la détermination de son pays à jouer un rôle actif dans la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste globale de l'ONU. « Comme l'a appris Israël au cours de sa longue campagne contre la terreur, la source ultime de notre capacité à la vaincre réside dans notre respect du caractère sacré de la vie humaine », a-t-elle assuré en conclusion.

M. ALBERT KOENDERS (Pays-Bas) a indiqué que son pays travaillait étroitement avec les 29 membres du Forum mondial de lutte contre le terrorisme qui a œuvré à l'adoption de la résolution 2178 (2014) sur les combattants terroristes étrangers. À ce sujet, a-t-il précisé, 210 Néerlandais ont rejoint les rangs d'organisations terroristes à l'étranger. Dans le cadre du Forum mondial, les Pays-Bas ont alloué 43 millions d'euros pour le renforcement des capacités de ceux qui luttent contre le terrorisme. À cet égard, le représentant s'est dit convaincu qu'il est possible de combiner les exigences de la sécurité et du respect de la vie privée.

M. Koenders a regretté le manque de volonté politique sur le dossier de la Syrie, « même si le régime syrien a mené une horrible campagne de terreur contre son propre peuple et même s'il a favorisé la création de Daech ». Il a déploré ces violations flagrantes des droits de l'homme et les abus commis contre le peuple syrien.

M. PETER VARGHESE, Australie, a affirmé que son pays avait étendu ses opérations aériennes contre Daech en Syrie, en s'appuyant pour cela sur les opérations déjà menées en Iraq. Notre action vise notamment à mettre en échec la capacité de Daech à poursuivre ses opérations en Iraq en utilisant le territoire syrien, a-t-il dit, en ajoutant que cette action était conforme à la Charte des Nations Unies. Soulignant l'intention de la Fédération de Russie de procéder à des frappes aériennes contre des cibles terroristes en Syrie, il a invité ce pays à concentrer ses frappes contre Daech, organisation qui pose la menace terroriste la plus grave en Syrie et en Iraq. M. Varghese a enfin appuyé les efforts déployés par l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU, M. Staffan de Mistura, en vue d'une transition politique négociée en Syrie. « Toutes les options pour une telle transition doivent être envisagées », a-t-il dit avant de conclure.

M. GUNNAR BRAGI SVEINSSON, Ministre des affaires étrangères de l'Islande, s'est livré à un rapide état des lieux au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, où les « printemps arabes » ont laissé place à un « véritable enfer », en particulier en Syrie, et conduit à la fragmentation de la Libye. Simultanément, la Turquie, le Liban et la Jordanie sont confrontés à de gigantesques défis humanitaires que pose la présence des réfugiés toujours plus nombreux. Pour sa part, l'Islande a consacré 16 millions de dollars à l'appui du travail fourni par les agences du système des Nations Unies auprès de ces populations déracinées, a indiqué le Ministre, avant de rappeler au Conseil de sécurité la responsabilité qui est la sienne de trouver un terrain d'entente pour mettre fin au conflit en Syrie.

M. ABDULAZIZ AL-AMMAR, Observateur permanent du Conseil de coopération des États arabes du Golfe, a dénoncé l'occupation du Territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est, qui a notamment « changé le statut juridique » de l'Esplanade des Mosquées. « C'est pourquoi nous appelons le Conseil de sécurité à assumer, à cet égard, ses responsabilités », a-t-il déclaré. M. Al-Ammar a ensuite blâmé le régime de Bachar Al-Assad pour la crise qui sévit dans son pays, rappelant que les États Membres du Conseil de coopération avait fourni, à ce jour, une aide d'un montant total de plus 3,4 milliards de dollars pour contribuer à l'accueil des réfugiés syriens. Soulignant la nécessité de mettre en œuvre la résolution 2116 du Conseil de sécurité pour défaire Daech, l'Observateur a également plaidé pour la recherche d'une solution politique au conflit syrien.

Mgr. PAUL RICHARD GALLAGHER, Secrétaire pour les relations avec les États du Saint-Siège, a souligné l'acuité des besoins des 12 millions de Syriens qui ont besoin d'une aide humanitaire et dénoncé la destruction insensée du patrimoine culturel de la Syrie. La résolution du conflit en

Syrie, a-t-il souligné, doit être la plus haute priorité de ce Conseil et de toutes les autorités en Syrie et au Moyen-Orient. Il a déclaré que toute solution durable aux conflits que connaît le Moyen-Orient doit reconnaître la dignité inviolable de la personne humaine. Les terroristes ne doivent pas être autorisés à détruire des siècles de coexistence pacifique entre chrétiens et musulmans dans la région, a-t-il affirmé. En conclusion, M. Gallacher a cité les mots prononcés par le pape François la semaine dernière devant l'Assemblée générale: « la guerre est la négation de tous les droits de l'homme ».

M. SERGIY KYSLYTSYA, Ministre adjoint des affaires étrangères de l'Ukraine, a indiqué que certaines dispositions des résolutions du Conseil relatives aux combattants terroristes étrangers s'appliquaient à la situation en Ukraine, compte tenu de la présence dans la région du Donbass de militants et d'éléments terroristes venant de Russie. Il a ensuite appuyé les opérations militaires conduites par la coalition internationale contre Daech, pour autant qu'elles s'accompagnent d'une transformation politique positive de la Syrie. « Combattre les activités des groupes terroristes est insuffisant si le problème des États qui les parrainent n'est pas réglé », a-t-il dit, en ajoutant que cela était vrai au Moyen-Orient mais aussi dans la région du Donbass, en Ukraine. Il s'est dit très préoccupé par les informations en provenance de Syrie faisant état de victimes civiles en raison des frappes aériennes conduites par les forces russes. En conclusion, il s'est félicité des déclarations des dirigeants de la coalition contre Daech, selon lesquelles une association plus étroite avec la Russie contre Daech se ferait au détriment de leurs positions vis-à-vis de ce pays en raison de questions qui se posent dans d'autres parties du monde.

M. SARTAJ AZIZ, Ministre des affaires étrangères du Pakistan, a jugé que la situation dans le Territoire palestinien occupé constitue la principale cause de l'instabilité au Moyen-Orient. Nous devons expliquer pourquoi Daech est devenu le « monstre » qu'il est aujourd'hui. Le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale auraient-ils pu faire davantage? Oui, a répondu le Ministre. Pour M. Aziz, l'extrémisme violent se nourrit d'un environnement de désespoir, qui pousse des gens à passer à l'acte. Le Conseil de sécurité doit donc jouer pleinement son rôle pour veiller à ce que les peuples puissent réaliser l'autodétermination à laquelle ils aspirent, et la communauté internationale « gagner les cœurs et les esprits » pour que les individus puissent se voir offrir des perspectives optimistes pour l'avenir.

M. IGOR LUKŠIĆ, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et de l'intégration européenne du Monténégro, a indiqué que son pays souhaite accueillir en 2016 la Conférence annuelle sur les migrations en Méditerranée. Les solutions politiques au Moyen-Orient doivent s'accompagner d'une aide humanitaire suffisante, a-t-il fait observer. L'absence de ces éléments essentiels risquerait de mettre en danger la paix et la sécurité internationales, comme l'illustre le cas de la Syrie. Il faut donc faire preuve d'unité pour mettre fin à la crise le plus rapidement possible, a demandé M. Lukšić. Mais quand on parle de crises durables, on pense au conflit

israélo-palestinien, qui est pour sa délégation la raison sous-jacente de la plupart des tensions existantes. C'est pourquoi il faudrait ramener les parties concernées à la table des négociations, a estimé le Vice-Premier Ministre. Il a indiqué en conclusion que son pays était plus que jamais disposé à mettre en œuvre la résolution 2178 (2015) du Conseil de sécurité, relative à la lutte contre le phénomène des combattants étrangers.

Même à la lumière de ces événements tragiques, a estimé le Ministre, il y a des raisons de croire aux vertus de la diplomatie comme en attestent le Plan d'action conjoint sur le programme nucléaire iranien et les résolutions sur les armes chimiques en Syrie qui montrent que, quand la volonté politique existe, les accords sont possibles même sur des questions complexes et hautement sensibles. L'efficacité et l'autorité du Conseil dépendent de la perception qu'a l'opinion publique de sa légitimité et de sa représentativité, a prévenu le Ministre. Après 70 ans de travail, un Conseil réformé, avec de nouveaux membres permanents et non permanents, serait mieux positionné pour relever adéquatement les défis d'un monde multipolaire et conduire une nouvelle phase d'engagement diplomatique actif pour résoudre les différends. Il suffit de regarder la situation en Syrie, en Palestine, en Libye et au Yémen pour se convaincre de l'urgence de la tâche, a conclu le Ministre.

M. AL-MOUALLIMI (Arabie saoudite) a affirmé que le régime d'Al-Assad ne pouvait pas faire partie d'une solution en Syrie car ce régime est de nature terroriste. Les pays qui veulent combattre Daech ne peuvent pas simultanément soutenir le régime d'Al-Assad, a-t-il affirmé. Il s'est ensuite dit très préoccupé par les opérations militaires conduites par la Fédération de Russie aujourd'hui à Homs, ville dans laquelle aucun élément de Daech n'a été recensé. Au Yémen, il a vivement dénoncé l'appui iranien apporté aux Houthis, dont les menées menacent la sécurité du pays. La résolution de ce conflit passe par un dialogue entre les parties yéménites conformément à la résolution 2216 (2015) du Conseil, a-t-il dit. Enfin, le représentant de l'Arabie saoudite a regretté la politisation par l'Iran de la récente tragédie qui a endeuillé le pèlerinage à la Mecque.

M. ASOKE K. MUKERJI, Inde, a affirmé qu'il ne saurait y avoir de solution militaire en Syrie, avant d'appuyer les efforts déployés par l'Envoyé spécial de Mistura. Il a résolument appuyé une solution négociée au Moyen-Orient débouchant sur un État de Palestine souverain, viable et indépendant. M. Mukerji a exhorté les parties concernées au Yémen à résoudre pacifiquement leurs différends. Il a ensuite déclaré que le règlement des conflits dans la région devait se faire dans le respect des prérogatives des autorités nationales. Toute tendance interventionniste, sous couvert de préoccupations humanitaires, court le risque d'exacerber le conflit à l'intérieur et entre les pays, a-t-il dit. En conclusion, il a appelé de ses vœux une réforme du Conseil afin de remédier à son inefficacité.

M. LAASSEL (Maroc) a déclaré qu'il n'était pas possible de parler de maintien de la paix et de la sécurité internationales sans évoquer la situation dans le Territoire palestinien occupé où, a-t-il dénoncé, de nouvelles violations ont été perpétrées par Israël sur l'Esplanade des Mosquées. Il a donné l'assurance que son pays continuerait d'apporter son soutien au peuple palestinien dans ses efforts pour réaliser son autodétermination et accéder à son indépendance. « Nous avons tenu une réunion, organisée par le groupe de contact de l'Organisation de la Conférence islamique, en marge du débat général de l'Assemblée générale », a déclaré le représentant et « nous avons adopté une déclaration condamnant fermement les actions des Forces de défense israéliennes ». Le Maroc a ensuite dénoncé les crimes commis par Daech en Iraq et en Syrie, où cette organisation terroriste a fédéré plus de 25 000 combattants étrangers en provenance d'une centaine de pays, qui ont rejoint ses rangs, le plus souvent en faisant usage des réseaux sociaux et d'Internet. Pour sa part, a ajouté le représentant, le Maroc a pris des initiatives pour contrecarrer un tel phénomène, notamment en intégrant les dispositions de la résolution 2178 du Conseil de sécurité à sa législation.

M. MOTOHIDE YOSHIKAWA (Japon) a rappelé l'annonce faite par le Premier Ministre, M. Shinzo Abe, concernant l'allocation d'une aide aux réfugiés syriens et d'Iraq d'un montant de 810 millions de dollars. En outre, a-t-il dit, quelque 2,5 millions de dollars seront affectés aux pays européens comme la Serbie et Macédoine qui se sont engagés à recevoir des réfugiés. Défendant la notion de sécurité humaine développée par la diplomatie japonaise, le représentant a souligné l'importance de s'attaquer aux causes sous-jacentes à l'instabilité, en particulier le manque d'opportunités économiques et sociales et les violences contre les communautés. « L'histoire de Malala résume tout. Comme elle, répétons que l'éducation est synonyme d'espoir, qu'elle est source de paix », a ajouté M. Yoshikawa. « Le renforcement de la sécurité humaine dans les pays en crise dont nous débattons aujourd'hui, faciliterait l'atteinte de solutions politiques », a-t-il encore estimé.

M. KINGSLEY MAMABOLO (Afrique du Sud) s'est déclaré sceptique à l'égard de l'approche unique qui prévaut au Conseil de sécurité lorsqu'il s'agit de résoudre les conflits. La situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord révèle, selon lui, à quel point un engagement renouvelé de la part de cet organe est nécessaire auprès de toutes les parties prenantes et des organisations régionales concernées. « La proximité des organisations régionales et sous-régionales sur le terrain permettrait au Conseil d'élargir son approche pour y inclure des éléments importants susceptibles de contribuer à la prévention des conflits, comme l'orientation culturelle, les préférences et l'expertise locales », a expliqué M. Mamabolo.

M. OH JOON (République de Corée) a estimé que les Nations Unies devraient intensifier leurs efforts afin de surmonter le statu quo qui prévaut actuellement dans le cadre du conflit israélo-arabe, identifié comme l'une des causes profondes de l'extrémisme violent qui sévit aujourd'hui à travers le monde. « Tout d'abord, nous devons clarifier notre stratégie commune et nos

priorités », a préconisé le représentant, pour qui Daech est la question la plus urgente à l'ordre du jour. Ensuite, a poursuivi M. Oh, les transitions politiques au Yémen et en Libye devraient être « mutuellement » inclusives, loin de toute tentative de régler les conflits sur le plan militaire. Il a aussi souhaité que les nouvelles menaces qui pèsent sur la région ne relèguent pas le conflit israélo-palestinien au second plan. Enfin, rappelant que l'extrémisme violent constitue une véritable idéologie, M. Oh a rappelé qu'il ne pourra être défait que si les jeunes générations sont convaincues que ce sont bien nos sociétés libres et diverses qui dessinent la voie de la dignité humaine, de l'espoir et du bonheur.

Reprenant la parole, le représentant de la République islamique d'Iran a rejeté les allégations « déplacées » et « hors-sujet » faites par le « régime israélien », en réaffirmant que l'occupation constitue la plus grave forme de terrorisme. Il a accusé ce régime d'être responsable de crimes graves, y compris du déplacement de populations palestiniennes en détresse. S'agissant des propos de l'Arabie saoudite, il a estimé que l'agression contre le Yémen a créé une « véritable plaie » dans la région, ouvrant la voie à la prolifération de groupes extrémistes. « Nous n'avons pas non plus oublié le financement d'Al-Qaida et les crimes commis contre l'Iraq », a poursuivi le représentant, en déclarant l'Arabie saoudite responsable de la propagation du terrorisme dans la région. Ce que nous demandons par ailleurs, c'est que les autorités saoudiennes s'acquittent de leurs obligations et qu'une enquête soit ouverte sur les causes de la tragédie qui a coûté la vie à des centaines de pèlerins, il y a quelques jours à la Mecque.

Le représentant de la République arabe syrienne a, lui aussi, dénoncé les propos du représentant de l'Arabie saoudite, qui cite la Syrie dans toutes ses déclarations. Aujourd'hui, il a déclaré que nous aurions « dévié de la juste voie » et que le processus initié par la Russie en organisant le présent débat du Conseil risquait de nous détourner de la lutte contre Daech. Au contraire, a soutenu le représentant syrien, nous savons quel rôle l'Arabie saoudite a joué dans l'émergence et le financement de groupes terroristes.

**À l'intention des organes d'information • Document non officiel.**